

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Ca-bouge-dans-le-Reseau-Quelques>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°49 > **Ca bouge dans le Réseau ! Quelques moments forts sur le terrain**

1er mai 2010

Ca bouge dans le Réseau ! Quelques moments forts sur le terrain

Impossible de parler de tout, mais voici en bref quelques temps forts de cet hiver 2010-2011 riche en événements. Pour alimenter cette rubrique, merci d'écrire par mail à mobilisations.sortirdunucleaire.fr

Le Réseau chez les antinucléaires italiens

André Larivière, administrateur bénévole, représentait le Réseau lors d'une réunion publique de militants antinucléaires italiens à Tavazzano, près de Milan, le 21 janvier dernier. André nous raconte :

Sur l'estrade, le maire de la ville, un physicien nucléaire... antinucléaire (ayant travaillé au CEA de Saclay et à Cadarache), un sénateur et le secrétaire provincial du Partito democratico (qui m'invitait). Plus de cent personnes dans une salle, on a manqué de chaises ! "La salle n'avait pas été aussi pleine depuis plus de trois ans" m'a-t-on dit. Public enthousiaste et empathique, et des hôtes particulièrement amicaux. Une partie de l'Italie repart en guerre contre le nucléaire ; même si une autre partie gobe la propagande diffusée par les médias de Berlusconi. Un nouveau référendum sur le nucléaire est prévu dans quelques mois, et le réseau antinucléaire italien (le Rete Nazionale Antinucleare) est sur la brèche.

Plus d'info : www.nonukes.it

Contact (français et italien) : fabiennemelmi@hotmail.it

Action devant la centrale nucléaire de Golfech

Le 21 janvier dernier, au petit matin, sous la surveillance d'une dizaine de policiers, des membres de la coordination Sud-Ouest étaient réunis, devant le CNPE de Golfech, pour distribuer 800 tracts informatifs aux salariés arrivant et repartant de la centrale. La plupart ont bien réagi à cette initiative et ont accepté de prendre le document que leur distribuaient les militants. Un membre de la sécurité est même sorti pour demander des tracts pour ses collègues.

Contact : moniqueguittenit47 orange.fr - daniel.roussee wanadoo.fr

Des missiles en visite au ministère de la Défense

La Maison de Vigilance de Taverny, qui lutte pour l'abolition des armes nucléaires et regroupe de nombreux militants (Réseau "Sortir du nucléaire", Mouvement de la Paix, Pax Christi, Europe Écologie-Les Verts, MAN, Ligue des femmes pour la Paix...) organise une présence devant le ministère de la Défense une fois par mois depuis cinq ans. Le 4 février, ils ont pénétré dans le ministère, déguisés en missiles, sous le regard éberlué des vigiles.

Voir la vidéo de l'action :

www.dailymotion.com/video/xgx1su_les-missiles-au-ministere-fevrier-2011_fun

Contact : maisondevigilance orange.fr

À Toulon, un nouveau groupe Sortir du nucléaire !

A l'initiative d'un militant antinucléaire arrivé récemment d'Isère, un collectif "Sortir du nucléaire Toulon" a été créé en ce début d'année. La première réunion a été organisée le 2 février. Des documents d'information ont été distribués aux personnes et organisations ayant répondu à l'appel (Sortir du nucléaire, CNT, association d'éducation à l'environnement, Agir-santé-environnement, Groupe antinucléaire de Marseille, Europe-Écologie La Seyne, Collectif pour l'essor du vélo à Toulon, Toulon Var Déplacements). Les discussions ont tourné autour des thématiques suivantes : le nucléaire dans la rade de Toulon, les transports, l'énergie et Tchernobyl.

Ce collectif s'est déjà réuni plusieurs fois et des actions sont en préparation : action pour les 25 ans de Tchernobyl dans le cadre du Park(ing)-Day et action d'information auprès des salariés de l'arsenal de Toulon pour les sensibiliser au risque nucléaire.

Contact : anthony.gregoire yahoo.fr

À Bourret, une soirée avec le Pr. Bandajevsky

Le vendredi 18 février à Bourret, l'Association Française des Malades de la Thyroïde organisait, en lien avec la Coordination Sud-Ouest, une soirée-repas sur la catastrophe sanitaire et humaine de Tchernobyl.

Youri Bandajevsky, professeur de médecine, ancien prisonnier d'opinion, défendu par Amnesty International et par le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies, était présent pour exposer son combat pour diffuser une information valide sur les conséquences de l'exposition humaine à la radioactivité, pour lutter contre le déni des autorités et apporter une aide aux victimes de Tchernobyl.

Il a 29 ans lors de la catastrophe de Tchernobyl.

Plus jeune professeur de médecine de l'Union Soviétique, il quitte Grodno après la catastrophe et fonde, au cœur des zones les plus contaminées en Biélorussie, un institut de médecine.

Dans cet institut, en moins de dix ans, seront soignés des milliers de patients, formés des centaines de médecins, soutenues nombre de thèses d'État et conduits de nombreux travaux de recherche. Youri Bandajevsky et son équipe y découvriront, décriront et analyseront le syndrome dû à

l'incorporation chronique d'éléments radioactifs à durée de vie longue.

Bandajevsky s'exprime publiquement sur le devoir d'honnêteté d'information et de secours aux populations victimes de Tchernobyl, donne des informations précises sur le drame sanitaire en cours et à venir. En 1999, il est arrêté et est condamné, en 2001, à huit ans de prison au cours d'un procès violant les règles de droit. Son emprisonnement, dans des conditions propres à une dictature, déclenche une mobilisation internationale. À la veille du 20ème anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, le 25 avril 2006, Youri Bandajevsky est libéré et interdit de séjour en Biélorussie. Il fonde alors à Kiev le centre de coordination et d'analyse Écologie et Santé, et travaille à la mise en œuvre d'un modèle de mode de vie sûr, dans des conditions d'exposition à la radioactivité, pour améliorer la démographie et l'état de santé des populations vivant dans les territoires contaminés par la catastrophe de Tchernobyl. Des parlementaires européens lui manifestent aujourd'hui leur soutien actif et tentent d'obtenir un financement du centre par l'Union européenne.

Les bénéfices de cette soirée ont intégralement été reversés aux actions du centre Écologie et Santé de Kiev dirigé par Youri Bandajevsky et à l'AFMT, en soutien au procès mené par l'association sur l'impact sanitaire de cette catastrophe en France.

Plus d'infos : <https://asso-malades-thyroide.org>

Contact : asso.thyroide gmail.com

Blocage du train d'enfer à Caen : des militants condamnés

Le 5 novembre dernier, 123 tonnes de déchets vitrifiés allemands, issus du centre de "retraitement" AREVA de la Hague, quittaient le terminale ferroviaire de Valognes (Manche), pour rejoindre le centre d'entreposage de Gorleben (Basse-Saxe). Avant d'être bloqué à de nombreuses reprises en Allemagne, ce convoi avait été arrêté une première fois à Caen (Calvados) par sept militants du GANVA (Groupe d'Actions Non-Violentes Antinucléaires). Pendant l'évacuation des voies, trois des militants ont subi des violences volontaires et des blessures graves de la part des "forces de l'ordre". Leur état a nécessité des interventions chirurgicales, des greffes de peau et des semaines de rééducation.

Leur procès a eu lieu le 8 décembre à Caen, en présence de près de 400 personnes venues les soutenir. Le 26 janvier, les sept militants du GANVA ont finalement été condamnés à un mois de prison avec sursis, et devront payer une amende de 1000 à 1500 euros. Ils ont également été condamnés à payer 20500 € de dommages et intérêts à la SNCF et un euro symbolique à AREVA pour atteinte à l'image ! Enfin, mille euros de frais de justice ont été accordés aux deux parties civiles.

Cette condamnation très lourde s'inscrit dans une tendance générale à la répression du militantisme et montre la volonté des pouvoirs publics de criminaliser les actions de désobéissance civile contre le nucléaire, dans le but de verrouiller toute opposition.

Les militants du GANVA ont décidé de faire appel de cette condamnation, et déposent une nouvelle plainte devant la justice contre les policiers qui les ont blessés, leur première plainte ayant été classée sans suite par le procureur. Ils ont également contesté la légalité de ce transport, conjointement au Réseau "Sortir du nucléaire", devant le Tribunal administratif de Paris.

Pour soutenir le GANVA et en savoir plus :

<https://ganva.blogspot.com>

Contact : ganva riseup.net

Occupation de pylône THT : un jugement en demi-teinte

Le 13 janvier, s'est tenue à Rennes l'audience de militants du GANVA, convoqués pour l'occupation, entre le 29 mai et le 1er juin 2007, de deux pylônes électriques supportant une ligne THT à 400000 volts, à Romagné et Saint-Germain-en-Coglès (Ille et Vilaine). Cette action avait été organisée pour protester contre les projets de l'EPR à Flamanville et de la ligne THT Cotentin-Maine, et dénoncer la signature du décret d'autorisation de construction de l'EPR entre les deux tours des élections présidentielles.

De nombreux militants sont venus assister au procès et le juge a fait preuve, lors de l'audience, d'une forte attention face aux plaidoiries des avocats, qui sont parvenus à faire de ce procès un véritable procès du nucléaire. Le jugement avait été mis en délibéré et a été rendu le 13 janvier.

Les militants ne sont malheureusement pas parvenus à obtenir la relaxe. Ils ont été reconnus coupables mais dispensés de peine au pénal, le juge ayant tenu compte du contexte militant et du sérieux avec lequel l'action avait été réalisée ! Ils ont également été condamnés à payer "seulement" 6000 euros de dommages et intérêts à RTE (le gestionnaire du réseau de transport d'électricité), au lieu des 830 000 euros demandés !

L'APROMER se mobilise pour défendre les ENR

Le mardi 22 février, l'APROMER (Association de Promotion des Énergies Renouvelables) organisait à Vichy une conférence-débat sur la place des énergies renouvelables dans la production d'électricité. Suite à l'offensive généralisée contre les éoliennes et l'électricité solaire photovoltaïque, il paraissait nécessaire à cette association auvergnate de faire le point sur la situation, en présence de Marc Jedliczka, directeur d'HESPUL (association pionnière du solaire photovoltaïque), vice-président du CLER (Comité de Liaison des Energies Renouvelables,) et de l'association NégaWatt.

L'APROMER est une association technique indépendante des producteurs d'énergie et des fabricants de matériels, qui a pour objectif la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie (efficacité et sobriété énergétiques) et le développement des énergies renouvelables. Elle est soutenue par le Conseil régional d'Auvergne.

Plus d'infos : <https://www.apromer.fr>

Contact : contact.apromer.fr

Une nouvelle exposition sur les déchets nucléaires

Le groupe Sortir du nucléaire Pays de Rennes vient de créer une exposition sur les déchets nucléaires, avec l'aide financière du Réseau "Sortir du nucléaire". Cette exposition dresse un tour d'horizon des déchets radioactifs produits par l'ensemble de la filière nucléaire civile et militaire.

Sa version courte – six panneaux de 84x120 cm – présente chaque étape de la filière, de l'extraction au stockage final.

Elle peut se compléter de sept autres panneaux de même taille. Chacun d'eux présentant des extraits d'articles récents de la presse francophone et apportant un éclairage supplémentaire sur les conséquences et impacts de la production de ces tonnes de déchets.

Elle est disponible en deux exemplaires et est mise à la disposition de tous les groupes qui en feront

la demande auprès du groupe Sortir du nucléaire Pays de Rennes. Souple, simple d'envoi, facile à monter, ouverte sur l'international, elle pourra vous accompagner dans tous les événements que vous organisez.

Pour connaître les disponibilités de l'exposition
et la réserver : paysderennes.sortirdunucleaire.fr

Cinq ans de marches contre le nucléaire ! Footprints for Peace lance une nouvelle campagne

L'association Footprints for Peace vient de lancer une nouvelle campagne intitulée "La Marche pour un avenir sans nucléaire". Entre le 21 août et le 30 octobre, une série de marches seront organisées au départ des mines d'uranium de l'Ouest de l'Australie, en passant par le Canada, les États-Unis et le Japon, pour clore l'évènement à Hiroshima, à l'occasion de la 70e commémoration du bombardement.

En France aussi, une marche aura lieu le long de la Loire, cet été, en partenariat avec le Réseau "Sortir du nucléaire" et Footprints for Peace. Elle partira de la région de Sancerre le 1er juillet, pour se terminer au "Pellerin", près de Nantes, le 31 juillet. Elle passera par Orléans (45), Blois (41) Tours (37), Chinon (37), Saumur (49), Angers (49) et Nantes (44).

Rejoignez nos marcheurs, venant du monde entier, pour une heure, un jour, quelques semaines ou pour toute la marche ! Allez à la rencontre de la population pour sensibiliser le public aux dangers du nucléaire, civil et militaire, et promouvoir les alternatives !

Si vous souhaitez accueillir les marcheurs chez vous, aider à l'organisation des étapes ou au ravitaillement, contactez-nous.

Plus d'informations sur la marche le long de la Loire :

<https://marche-pour-sortirdunucleaire-et-pour-la-paix.over-blog.com> et www.sortirdunucleaire.org

Contact : Albert Monti

marchesortirdunucleaire@gmail.com

Pour les marches à l'étranger : www.nuclearfreefuture.com

Contact : Marcus Atkinson - marcus.footprintsforpeace.net

4 ans de Vigie devant l'OMS pour dénoncer la soumission de l'OMS à l'AIEA

Il y a 50 ans, en 1959, l'AIEA (Agence internationale de l'Énergie atomique) et l'OMS (Organisation mondiale de la Santé) signait un accord entérinant la soumission de l'OMS à l'AIEA. Pour ce qui concerne les conséquences humaines de la catastrophe de Tchernobyl, l'AIEA, afin de protéger les intérêts de l'industrie atomique, ose encore avancer le chiffre ridicule de 50 victimes. L'OMS, en diffusant également ce chiffre, se rend complice de l'AIEA dans son crime de non-assistance aux populations atteintes par les contaminations radioactives.

C'est pour informer le public sur cette situation et pour exiger l'indépendance de l'OMS, que le collectif "Independent WHO" a été créé en 2006. Ce collectif a notamment mis en place une action de vigie, aux portes de l'OMS à Genève. Celle-ci a débuté le 26 avril 2007 et se poursuit toujours aujourd'hui. Le 26 avril 2011, 25 ans après la catastrophe de Tchernobyl, cela fera quatre ans que ces hommes et ces femmes se relaient, chaque jour ouvrable de 8h à 18h, pour réclamer l'indépendance de l'OMS.

Pour les 25 ans de Tchernobyl, "Independent WHO" organise deux événements majeurs. Le samedi 23 avril, de 11h à 19h30, et le dimanche 24 avril de 10h à 19h30, ils seront présents sur le parvis des Droits de l'Homme à Paris pour une exposition sur les liquidateurs et enfants de Tchernobyl. Le mardi 26 avril toute la journée, ils organiseront à Genève un hommage aux liquidateurs de Tchernobyl, puis rejoindront la manifestation internationale de Genève.

Toutes les infos sur le collectif : www.independentwho.info

Pour les rejoindre en avril ou participer à la vigie, contacter Paul Roullaud : paul.roullaud.free.fr

Tout savoir sur les 25 jours d'actions organisées pour les 25 ans de Tchernobyl

www.chernobyl-day.org

22 mai 2011 - Manifestation en Suisse pour la sortie du nucléaire

En Suisse, les compagnies électriques Axpo, Alpiq et FMB souhaitent relancer le nucléaire en construisant deux nouvelles centrales. En 2013, une votation nationale sera organisée sur le sujet, mais déjà la campagne de désinformation et de promotion du lobby fait rage.

Comme l'année dernière, les militant-e-s antinucléaires suisses organisent, avec le soutien du Réseau "Sortir du nucléaire", une grande manifestation le 22 mai prochain.

Pour connaître le lieu précis du rassemblement : www.sortonsdunucleaire.ch